

UNE RÉVOLTE PROFONDE

Lisez
courant
alternatif !

On aurait tort de cantonner le mouvement lycéen ou étudiant actuel au seul cadre scolaire et d'étude. Il est surtout une réaction à une période particulièrement sombre : les promesses d'ascension sociale par les diplômes ne sont pas tenues ; le dérèglement climatique devient non seulement palpable, mais carrément insupportable ; la guerre et les génocides font la une de l'actualité en continu, et les budgets qui y sont alloués au détriment de l'éducation scandalisent à juste titre. Enfin, les violences policières subies sur les blocages ont ajouté de l'huile sur le feu.

Cibler essentiellement l'extrême droite ?

La politisation sur les blocages et les manifestations se fait à l'image du fond de l'air de la gauche antifasciste d'aujourd'hui : on a entendu beaucoup de slogans dirigés contre l'extrême droite et la police (« A bas l'État, les flics et les fachos ! » plutôt que « A bas l'État, les flics et les patrons ! »). C'est à juste titre que l'extrême droite se retrouve dénoncée car elle propose les mêmes choses que maintenant, un racisme plus décomplexé en supplément.

Cependant, la focalisation de beaucoup de jeunes sur l'extrême droite (le RN) escamote la dénonciation de l'école ou l'université comme lieu de sélection sociale, et surtout fait l'impasse sur le fait que ce sont les structures sociales du capitalisme et son État qu'il faut renverser. A l'heure actuelle, ce n'est pas le RN qui gouverne et réprime, ni lui qui a mis l'école et la société dans l'état où elles sont. Centrer les slogans sur (contre) lui à la veille de la présidentielle met le focus sur la voie électorale, alors que celle-ci n'est en rien un débouché politique. Cette dénonciation se fait sur le mode antifa actuel, qui épargne voire promeut LFI ; celle-ci tire habilement ses marrons du feu alors qu'elle appelle constamment, à travers ses élus locaux présents sur les blocus ou par ses représentants médiatiques, au calme et à la respectabilité, en condamnant la violence d'où qu'elle vienne, et donc également celle des lycéens. Cela n'étonnera que ceux qui se font des illusions sur la gauche !

Où en sommes-nous ?

Les médias n'ont souligné que le côté émeutier des manifestations du 17 octobre, mais bien des participant-es à cette journée, et à celles d'avant, en retiennent plutôt le côté festif et joyeux, en dépit des gazages et des charges policières. C'est la joie d'être ensemble dans la lutte qui domine, et cela n'a rien d'étonnant puisque la lutte et la fête vont de pair !

La répression immédiate et violente de ce qui apparaissait comme « pacifique » a convaincu nombre de personnes que seule la violence collective pouvait faire entendre la colère. Cependant, les revendications semblent impossibles à satisfaire dans le cadre actuel. Le pouvoir au service du capitalisme ne veut rien lâcher car il a besoin d'un « pognon de dingue » pour maintenir à flot les entreprises françaises dans la concurrence internationale, et le réarmement demande un financement exorbitant.

Il y a donc une filiation entre des mouvements précédents (gilets jaunes, manifs contre la réforme des retraites puis émeutes de l'été 2023) et le mouvement actuel : l'impossibilité de gagner uniquement par la rue débouche sur le constat d'une violence nécessaire à renvoyer aux puissants, mais sans autres perspectives.



Le grand absent: le monde du travail

(personnel de l'éducation compris)

Si les unions locales (CGT et Solidaires) ont aidé le mouvement à s'organiser (prêt de matériel, de locaux, solidarité physique lors des blocus lycéen-nes), les directions syndicales nationales ont eu une tout autre stratégie : appeler dès le 6 octobre à une journée de mobilisation un mois plus tard (le 5 novembre). Après la réussite des manifestations du 17 octobre, et dans l'incertitude d'une dynamique entraînant d'autres secteurs dans la lutte, beaucoup de regards – du moins chez les salarié.es – se tournent donc vers cet appel intersyndical du 5 novembre.

Le problème est que pour le moment le monde du travail ne s'est pas joint spontanément au mouvement. Pire, les personnels des lycées et des universités sont pour la majorité restés absents des mobilisations alors que ce mouvement répond au délabrement de leurs conditions de travail.

Les apports du mouvement

Les lycéen-nes sont entré.es en lutte de manière offensive : le mouvement n'a pas eu pour origine un projet gouvernemental qu'il s'agirait de faire tomber, mais un ras-le-bol trop longtemps contenu. Comme pour les gilets jaunes, l'absence quasi totale d'encadrement partidaire et syndical permet une dynamique potentiellement explosive, joyeuse et déterminée, loin des codes ritualisés. Et comme personne n'est là pour siffler la fin de la récré, le gouvernement ne peut plus tabler que sur le pourrissement, l'arrivée des vacances et les répressions policière, judiciaire et administrative pour faire taire les élèves révoltés.

Il faut ainsi saluer l'importance politique du mouvement et la politisation qu'il permet. Les jeunes font l'expérience de l'arbitraire policier, de la violence d'Etat, mais aussi de l'auto-organisation et de la radicalité. Parions donc sur des luttes vives et radicales dans le futur !

ET MAINTENANT ?

En l'absence d'espaces pour échanger et s'organiser, les manifestations comme celle du 17 octobre ne débouchent pas sur grand-chose de plus que des dégâts matériels, qui ont une forme de légitimité mais ne suffisent pas à renverser la situation.

Sans des espaces d'organisation pérennes, sans collectif durable, sans une autonomie du mouvement actuel, on risque soit une récupération politicienne pour l'élection présidentielle, la mobilisation servant de marchepied à des candidat-es dit-es de gauche radicale ; soit un encadrement syndical ou partidaire.

Sans temps et lieu d'organisation pérenne pour construire un collectif de lutte, il est à craindre de subir une répression policière et judiciaire forte qui individualisera les participant-es au mouvement et finalement enfermera la lutte dans de l'anti répression uniquement.

Par ailleurs, même organisé à la base, ce dernier risque de se heurter aux mêmes contradictions que les gilets jaunes : un ras-le-bol qui prend des formes émeutières sans connexion avec les lieux d'exploitation, lesquels sont pourtant le cœur du capitalisme. Sans l'émergence d'un mouvement radical du monde du travail par la grève reconductible, nous buterons sur ces limites.

Enraciner le rapport de force dans nos lieux de travail et de vie nous permettrait d'être plus fort et offensifs tout en refusant la dissociation entre bons et mauvais manifestants. Rester dans la rue uniquement est un terrain perdant

Il faut lier les blocages et les manifestations, qui agrègent nombre de personne ne pouvant pas faire grève, avec les grèves si elles existent en lien avec ce mouvement. Mais là, on touche la limite essentielle du mouvement actuel, car ces grèves sont pour l'heure quasiment inexistantes.



* Même si Courant Alternatif est gratuit pour les prisonniers !